

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1435 - 9 novembre 1989 - 4,50 F

### D 1435 PANAMA: LE FEUILLETON NORIEGA

Le général Noriega, commandant en chef des Forces armées de Panama, a réputation d'"homme fort du pays": il fait et défait les gouvernements (cf. DIAL D 1226 et 1304)... Par un revirement toujours inexpliqué à ce jour, cet ami des Etats-Unis est devenu leur ennemi numéro un. Le trafic de drogue n'explique pas tout: l'importance stratégique du canal de Panama est probablement l'arrière-plan de l'affaire Noriega (cf. DIAL D 1355). L'année 1989 a été fertile en rebondissements sanglants:

- le 7 mai, les élections présidentielles donnent une majorité à Guillermo Endara, candidat de l'opposition, contre le candidat de Noriega, Carlos Duque;
- le 10 mai, annulation des élections par le tribunal électoral;
- le 17 mai, la grève générale lancée par l'opposition échoue, tandis que l'Organisation des Etats américains (OEA) tente une médiation;
- en juin, la tension monte sérieusement avec le renforcement militaire des Etats-Unis de leurs bases dans la zone du canal;
- le 1er septembre, à l'expiration du mandat du président Solis Palma (issu du coup d'Etat constitutionnel du 26 février 1988 déclenché par Noriega), un nouveau coup d'Etat constitutionnel met en place le "gouvernement provisoire" du président Francisco Rodríguez et dissout l'Assemblée nationale;
- le 3 octobre, un coup d'Etat militaire contre le général Noriega (le précédent datait du 16 mars 1988), d'abord victorieux, échoue par suite de l'immobilisme des Etats-Unis. Une répression sanglante s'ensuit.

Commentaire de ce dernier événement dans l'article ci-dessous tiré de *Centroamérica Hoy* du 8 octobre 1989.

Note DIAL

### APRÈS LE COUP D'ÉTAT MANQUÉ CONTRE LUI, NORIEGA DURCIT SA POSITION

Le général Manuel Antonio Noriega, chef des Forces armées de Panama, est passé à la contre-attaque après avoir écrasé le soulèvement militaire du 3 octobre de la caserne centrale de l'armée qui a failli lui coûter le pouvoir et la vie.

Le soulèvement, qui s'est soldé selon les forces armées par dix morts, 26 blessés et 37 prisonniers, a constitué la tentative de renversement la plus grave qu'ait connue "l'homme fort" du Panama depuis que, voici deux ans, les Etats-Unis et l'opposition intérieure l'ont pris dans leur collimateur.

La chose surprenante est, cette fois-ci, la participation à la rébellion de militaires haut placés et jouissant, pensait-on, de la confiance totale du général. Dans le groupe, en effet, figurent des membres de l'état-major: les colonels Julio Ow Young et Guillermo Wong (chef des services de renseignement de l'armée) et le lieutenant-colonel Armando Palacios Góndola, représentant du Panama auprès de la commission conjointe américano-panaméenne pour la défense du canal.

Palacios et Ow Young représentaient Noriega aux négociations avortées avec l'opposition de juin à août dernier, sous les auspices de l'OEA, pour un règlement de la crise issue de l'annulation des élections de mai dernier.

Deux jours après l'écrasement du coup d'Etat, Noriega a promis "du bâton pour les indécis, du plomb pour les ennemis et de l'argent pour les amis", en reprenant à son compte un proverbe espagnol. Dans un discours public à des sympathisants qui lui rendaient hommage à Santiago de Veraguas, dans le centre du pays, il a insisté sur la nécessité de décréter "des lois d'urgence sur la sécurité économique et militaire" car le pays est "en guerre". "Moins de morceaux de démocratie et plus de morceaux de guerre", a souligné celui qui est le chef des Forces armées de Panama depuis 1983.

Dans des déclarations ultérieures à la presse, Noriega a situé une fois de plus le Panama dans le cadre de l'affrontement avec les Etats-Unis, en déclarant que "le dilemme n'est pas une fausse démocratisation, mais le choix entre une situation coloniale et une nation libre".

Suite aux menaces de Noriega, des agents de la Direction nationale des investigations (police secrète) ont violemment fait irruption dans les locaux de l'Alliance démocratique de l'opposition civique (ADOC) où l'ancien candidat à la présidence Guillermo Endara poursuivait une grève de la faim. Arrêté en compagnie d'une dizaine de militants, Endara a été remis en liberté moins d'une heure plus tard grâce à une intervention diplomatique à laquelle a participé la nonciature apostolique. C'est d'ailleurs là que Endara s'est réfugié. Devant les locaux, des civils ont été arrêtés. A cet endroit des journalistes étrangers ont également été brutalisés et volés, ainsi qu'ils l'ont rapporté eux-mêmes.

Le lendemain, des civils en armes ont pénétré dans les locaux de Radio-La-Exitosa, propriété d'un membre de l'opposition, et ils se sont emparés d'équipements de transmission et de bureau.

La station radio n'émettait plus depuis le jour du soulèvement, après que les insurgés de la caserne centrale y aient fait lire une proclamation annonçant le retrait de Noriega de l'état-major de l'armée. Les insurgés annonçaient également qu'ils apportaient leur appui au gouvernement provisoire de Francisco Rodríguez mis en place le 1er septembre. D'après les mutins, le mouvement était "strictement militaire", sans ingérences étrangères, ordonné à des élections libres dans les délais les plus brefs et à la restauration de l'unité des forces armées, dans la perspective de la révolution nationaliste d'Omar Torrijos de 1968.

Parmi les signataires de la proclamation figuraient le major Moisés Giroldi, commandant le bataillon Urracá (unité d'assaut protégeant la garnison); le capitaine Javier Licona, commandant l'escadron de cavalerie; le capitaine Jesús Balma, commandant les forces spéciales et commandos; et le capitaine Edgar Sandoval, commandant la 1ère compagnie d'ordre public (forces anti-émeutes).

Les insurgés ont occupé la caserne centrale et mis la main sur le général Noriega et d'autres membres de l'état-major. Mais ils se sont rendus, selon la version officielle, après qu'ils se soient retrouvés sans appui et encerclés par les troupes d'élite fidèles au général. Noriega a assuré qu'il a "résisté" pendant trois heures et demie dans ses bureaux de la caserne et qu'il a "imposé" son autorité aux rebelles en leur déclarant que, ou bien ils se rendaient, "ou bien nous mourons tous".

Pendant l'occupation de la caserne par les insurgés, la confusion a été totale dans le pays sur les événements en cours. La capitale est cependant restée calme et l'activité réduite. Seuls de petits groupes de civils sont sortis dans les rues en soutien des artisans du coup d'Etat.

Le Commandement sud nord-américain - qui dispose de 12.000 soldats sur les bords du canal - a été mis en état d'alerte "delta", dispositif maximal de combat, tandis que ses avions et ses hélicoptères survolaient la caserne des événements, située à un kilomètre seulement du siège principal du Commandement sud.

En annonçant l'échec des "traîtres" dans l'après-midi de mardi, Noriega a assuré que le mouvement était "de caractère nord-américain". Les Forces armées de Panama ont accusé les troupes nord-américaines d'avoir bloqué les passages à proximité de la caserne et les routes d'accès à la ville dès le début du soulèvement, afin d'em-

pêcher la mobilisation des troupes fidèles à Noriega. Le ministère des affaires étrangères du Panama a déclaré qu'il allait dénoncer formellement les Etats-Unis auprès des organismes internationaux, étant donné les preuves de leur participation à la tentative de coup d'Etat.

#### Des doutes subsistent sur le déroulement et l'écrasement de la mutinerie

Des sources du Sénat nord-américain ont assuré que Noriega avait personnellement exécuté Giroldi, tête présumée du soulèvement. Alors que Noriega a prétendu n'avoir pas tiré un coup de feu, Radio-Nacional de Panama a semblé confirmer la version en posant la question: "Et alors, à supposer qu'il l'ait fait?" Les médias officiels ont relevé "la trahison" des mutins, accusés d'avoir agi en connivence avec les Nord-Américains et avec l'opposition; celle-ci ne serait que l'homme de paille des intérêts "impérialistes" soucieux de perpétuer l'occupation militaire du canal après l'an 2000, en dépit des traités Torrijos-Carter de 1977.

Après avoir instauré le couvre-feu, le gouvernement a exhorté les citoyens "dignes et patriotes" à surveiller les "traîtres". Il a annoncé par la même occasion l'entrée en vigueur prochaine de seize lois spéciales, dont certaines pour un contrôle sévère de la presse, de la radio et de la télévision, pour faire face à l'actuelle "situation de guerre". Il a prévenu les fonctionnaires qu'ils seraient licenciés s'ils ne lui étaient pas fidèles.

Noriega se démène maintenant pour réparer les dommages causés à l'intérieur du régime et de l'armée par un soulèvement effectué au nom du même idéal nationaliste qu'il dit défendre. La question est de savoir par quels moyens et avec quels soutiens le général entend mener sa radicalisation.

L'incertitude issue du coup d'Etat manqué vient s'ajouter à la grave crise économique du pays et à l'isolement international du régime suite à l'annulation des élections qui, selon la plupart des gouvernements, avaient été largement gagnées par l'ADOC.

Malgré l'habileté bien connue de Noriega à tirer parti des situations les plus difficiles, peu de personnes pensent qu'il parviendra à sortir de cette crise avec la même facilité que lors du premier coup d'Etat militaire en mars 1988.

Pour sa part l'opposition reste prisonnière d'une attitude défensive qui l'empêche d'être présente aux événements. En ce domaine l'attitude d'Endara - que Noriega a traité de "clown de grève de la faim" - a eu peu d'effet sur le boycott financier du gouvernement lancé par l'ADOC qui a demandé à la population de faire la grève des impôts et des services publics.

Un autre aspect symptomatique de la situation a été le silence observé par les milieux officiels au début du coup d'Etat, dans l'attente de la dissipation des nuages au profit du général.

#### Du côté des Etats-Unis

Le silence a également régné au Commandement sud et à l'ambassade nord-américaine, dans l'attente d'une "décision politique" du président George Bush. Celui-ci se tient sur la défensive face à l'irritation des milieux "durs" des Etats-Unis, furieux que l'occasion n'ait pas été mise à profit pour une intervention armée au Panama.

Au Congrès on annonce une "enquête approfondie" de la part de deux comités de la Chambre des représentants sur le comportement des Etats-Unis en l'occurrence. La polémique sur le sujet a dominé les activités du Congrès ces derniers jours. Un large débat s'est ouvert au Sénat, sur proposition du républicain Jesse Helms d'autoriser le président à recourir à la force contre Noriega. Proposition rejetée. Mais le sénateur démocrate David Boren a déclaré: "Nous irons au fond de l'affaire, car je suis convaincu que tous les faits n'ont pas été présentés au Congrès et à l'opinion publi-

que". Il a déclaré que des doutes subsistent sur la réalité de conversations entre les protagonistes du soulèvement et un officier supérieur du Commandement sud.

A Washington deux versions ont cours: l'une, selon laquelle les insurgés voulaient remettre Noriega aux Etats-Unis au moment où ils l'avaient fait prisonnier; l'autre, selon laquelle les rebelles se seraient refusé à le libérer.

Le secrétaire à la défense Dick Cheney a confirmé que les Etats-Unis étaient au courant du coup d'Etat; mais il a pris la défense de la prudence du gouvernement nord-américain comme seule attitude fondée, étant donné l'insuffisance d'informations et les doutes sur les véritables intentions des insurgés. Parmi toutes les justifications données par les hauts fonctionnaires, souvent contradictoires, il y a eu la crainte que la demande d'aide des auteurs du coup d'Etat soit en réalité un piège de Noriega qui lui aurait permis d'accuser les Etats-Unis d'intervention armée.

Par manière -ratée - de trancher le débat, le secrétaire d'Etat James Baker a clairement affirmé que la Maison Blanche se réservait le droit d'utiliser la force militaire au Panama "en accord avec nos plans et nos intérêts", et non pas ceux des autres. Sur ce point il a traité de "généraux de café du commerce" ceux qui critiquent le gouvernement pour son attitude dans l'affaire du coup d'Etat au Panama.

### Réactions en Amérique centrale

Le gouvernement nicaraguayen a été le premier à réagir à la nouvelle en manifestant son soutien au gouvernement panaméen et en dénonçant le risque d'une intervention armée des Etats-Unis.

En El Salvador, un porte-parole de l'armée a déclaré que la tentative de coup d'Etat n'affectait pas le pays sur le plan militaire. Il a précisé que son pays suspendait l'entraînement de ses soldats au Panama. Le mouvement de guérilla Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) a salué l'écrasement du coup d'Etat et s'est déclaré solidaire de la lutte du peuple panaméen contre l'interventionnisme nord-américain.

Le président du Costa Rica, Oscar Arias, a déclaré ne pas avoir été surpris de la tentative de coup d'Etat et ne pas s'étonner si cela recommençait, étant donné que les jours de Noriega "sont comptés". Il a cependant rejeté toute intervention militaire extérieure comme solution à la crise. Il a prôné une solution diplomatique conduisant à la démocratie et à la paix au Panama.

Le président du Congrès au Honduras, Carlos Montoya, a regretté que Noriega reste au pouvoir et spécifié que "c'est un problème en Amérique centrale plus important que le sandinisme". Il a affirmé que "Noriega crée un conflit qui finira en guerre".

Au Guatemala, le parti au pouvoir et l'opposition ont applaudi la tentative de coup d'Etat. Mais par contre le gouvernement est resté prudent, même si antérieurement il a stigmatisé "l'absence de démocratie" au Panama. Pour sa part la secrétaire générale adjointe de la Démocratie chrétienne au pouvoir a dit avoir "reçu avec joie" la nouvelle du mouvement contre Noriega, en ajoutant que celui-ci "doit quitter le pays" pour que le Panama réaffirme ses intérêts sur le canal.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 340 F - Etranger 400 F - Avion 470 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441